

**La cause des migrants.
Pratiques, formes et acteurs des mouvements de contestation
autour des questions migratoires**

8 & 9 septembre 2016

**Organisé par le CERI-Sciences Po Paris,
en collaboration avec le CRESPO-Université Saint Louis de Bruxelles**

Les restrictions imposées à la mobilité humaine et les tensions qui y sont associées, soulignent les résistances des Etats-nations à l'intégration administrative et politique de populations immigrées. Les migrants sont pourtant loin d'évoluer dans un vide juridique : ils sont en effet inscrits dans le droit par des politiques publiques nationales, européennes ou internationales. Mais ils le sont généralement en tant qu' « objet » social problématique niant leur subjectivité et leur identité politique (Delruelle, 2015).

Or, les mobilisations pour les droits des immigrés ou visant à la promotion d'une autre vision de la mobilité se multiplient ces dernières années (Barron & al., 2011 ; Terray & Rodier, 2008). Les migrants, dépolitisés par des politiques sur lesquelles ils n'ont pas de prises de par leur statut d'étrangers « indésirables » (Agiar, 2009), s'organisent au travers d'actions individuelles et collectives et s'affirment au contraire en tant que « sujets politiques » (Akin, 2000). De l'occupation de l'Eglise Saint-Bernard à Paris (Blin, 2005), aux mobilisations des travailleurs étrangers aux Etats-Unis (Gonzales, 2009 ; Nicholls, 2013), en passant par les résistances des clandestins de Lampedusa en Italie (Lendaro, 2015), les migrants s'organisent et se structurent en un mouvement politique qui gagne chaque jour en visibilité. A leurs côtés, acteurs militants et associatifs gravitent et insufflent à ces mobilisations des ressources indispensables (Beltran, 2011 ; Olson, 1978).

Ce panel porte ainsi sur les questions migratoires abordées sous l'angle des mobilisations politiques des migrants et de leurs soutiens, et plus précisément, sur les points suivants :

1) Liens politiques et communautés de résistance

La cause des migrants génère des « **alliances improbables** » (Mathieu, 2007) entre différentes communautés de migrants et acteurs nationaux, et différents enjeux président à de

telles organisations hétérogènes. Nous nous intéressons ici aux **conditions d'émergence de ces alliances** et à la façon dont le groupe se définit quant à leurs objectifs. Comment penser, dans le chef des soutiens de la « cause des sans-papiers » (Siméant, 1998) la tentation « humanitaire » (Fassin, 2010) et les rapports de force créés dans le milieu de la lutte avec les migrants ? Les propositions qui traiteront de la question des **statuts juridiques et mobilisation** seront également particulièrement bienvenues. En effet, les différents mouvements organisés pour la cause des migrants l'ont parfois été en faveur des droits et de la cause de certains groupes particuliers : les réfugiés, les sans papiers, les travailleurs illégaux. Comment dès lors, les multiples catégories des migrants, prédéfinies par le régime des frontières, influencent l'organisation des mobilisations ? L'analyse des jeux d'alliances entre groupes sociaux, qu'ils soient immigrés ou non, permettra également d'appréhender les mouvements de contestation dans la dynamique de leurs configurations et agendas successifs.

2) Pratiques autonomes et inventions politiques

Chaque collectif de lutte a sa façon de se construire en définissant des formes propres de prise de décision, de représentation, d'horizontalité, de partage du pouvoir, aux conflits et différences de positionnement au sein du groupe. Nous nous intéressons ici aux façons propres et communes de répondre à ces enjeux, et aux conséquences sur les rapports entretenus entre ces groupes et les autres acteurs sociaux (associations, partis politiques, syndicats, autres collectifs). La question du rapport aux **lieux des mobilisations** (occupations, squats, centres sociaux, universités) sera également privilégiée pour comprendre les formes d'actions et les formes de socialisation qui y naissent.

3) Construction de la légitimité

Les acteurs de la cause des migrants agissent généralement sous la nécessité d'une résistance légitime qui ne se pense pas seulement depuis la **frontière légalité-illégalité** mais qui doit être pensée comme nécessité pratique/tactique (Veron, 2010). Il importe de rendre plus explicite la rupture engagée par ces actions et l'admissibilité de certaines pratiques considérées comme « illégales » à travers la construction d'un espace de jeu entre légalité et légitimité. Comment appréhender la diversité des pratiques de « désobéissance civile » et que nous dit-elle sur les traditions militantes des pays concernés et/ou de la cause des étrangers ?

La question de la **répression et de la judiciarisation des résistances** pourra être également mise en avant. Les formes de violence réprimant les formes de contestation autant que les formes de judiciarisation de la cause, via le procès notamment, souligne la mise en scène par laquelle le pouvoir empêche les actes d'insoumissions de faire réseau entre eux, en bloquant le jeu entre légalité et légitimité. Il importe d'analyser ces différents moments pour essayer d'en dégager les lignes de force et de faiblesse.

4) Mobilisation et démobilitation

Le rapport entre objectifs et engagement nous permettra de nous interroger sur les différents objectifs entre groupes mobilisés et sur les formes de leurs (dé)mobilisations. Comment le socle commun des « alliances improbables » peut-il être mis à mal par la résurgence d'objectifs différenciés au sein des groupes de migrants et de soutiens ? L'obtention (ou non) des demandes politiques propres à la cause migratoire (obtention de logements, de statuts, de documents, de permis de travail etc.) conduit-elle à une démobilitation ? Comment s'articule l'équilibre entre objectifs pratiques (obtention de statut) et objectifs politiques (ouverture des frontières par exemple) ? On s'intéressera également au **rapport qu'entretient le chercheur à son terrain et à ses enquêtés**, notamment sur son rôle militant et les difficiles objectivations qui peuvent survenir au cours de l'enquête.

Ce séminaire s'adresse aux chercheurs/chercheuses, académiques et doctorant(e)s, qu'ils/elles soient politologues, sociologues, anthropologues ou philosophes. Il n'est aucunement exclu, par ailleurs, que des membres d'associations ou de collectifs, migrants ou non, proposent une communication. Il importe en revanche que toutes les propositions abordent un ou plusieurs des points susmentionnés, de manière exclusive ou transversale.

Organisateurs : **Pauline Brücker**, CERI-Sciences Po / CEDEJ pauline.brucker@sciencespo.fr & **Youri Lou Vertongen**, CRESPO - Université Saint-Louis Bruxelles (USL-B) youri.vertongen@usaintlouis.be

Articles à rendre et perspectives de publication

Cette rencontre vise à échanger sur les articles présentés. Le séminaire est pensé comme un tremplin vers une publication collective, dont les modalités seraient discutées par le groupe lors de notre rencontre en septembre.

Les articles sont à envoyer avant le **30 juillet 2016**. L'intégralité des articles sera ensuite placés sur une plateforme en ligne afin d'en assurer l'accès à tous avant la tenue du séminaire. A l'issue du séminaire, ceux qui seraient intéressés au projet de publication collective devront travailler à une seconde version de leurs articles, en fonction des critères de publication (à déterminera collectivement).

Bibliographie

- Agier M., *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Flammarion, 2008, 349 p.
- Akin, S., « La construction identitaire dans le discours des sans-papiers », *Écartés d'identité*, vol. 93, 2000, pp. 20-24.
- Barron, P., Bory, A., Tourette, L., Chauvin, S. & Jounin, N. , *On bosse ici, on reste ici !, Aventure inédite*, Paris, La Découverte, 2011, 312p.
- Beltran, G., « Lutter en démocratie. Tensions et reconfigurations dans le militantisme pro-immigré à Tours et à Malaga, entre droit à la vie et droit d'avoir des droits. », Thèse pour l'obtention du doctorat en anthropologie sociale et ethnologie de l'École des hautes études en sciences sociales, sous la direction de Michel AGIER, 2011.
- Blin, Thierry, *Les sans-papiers de Saint-Bernard. Mouvement social et action organisée*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- Delruelle, E., « Citoyenneté nomade et Etat-Nation. La politique des immigrés est-elle une biopolitique ? » in Berns, T. & Carré, L. (éds), *Noms du peuple*, in « *Tumulte* », n°40, 2013/1, Kimé, 2013.
- Fassin, D., *La Raison Humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Hautes études, 2010, 358p.
- Gonzales, Alfonso, « The 2006 Mega-Marches in Greater Los Angeles: Counter-hegemonic Moment and the Future of El Migrante Struggle », *Latino Studies*, Vol. 7, n°1, 2009, pp. 30-59
- Mathieu, L., « Les mobilisations improbables : Pour une approche contextuelle et compréhensive », in Cadiou S., Dechezelle
- Milkman, Ruth, « Immigrants and the Road to Power », *Dissent*, vol. 59, n°3, 2012, pp. 52-7
- Nicholls, Walter J., *The Dreamers : How the Undocumented Youth Movement Transformerd the Immigrants Right Debate*, Stanford University Press, Stanford, 2013.
- S. & Roger A. (dir), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 187-198.
- Rodier, C. & Terray, E., *Immigration, fantasmes et réalités*, La Découverte, 2008, 150p.
- Olson, M., *Logique de l'action collective*, PUF, 1978, 199p.
- Siméant, J., *La cause des sans-papiers*, Presses Universitaires de Sciences Po, Paris, 1998, 512p.
- VERON, Daniel, « Sans-papiers : d'un quotidien tactique à l'action collective », *Variations. Revue internationale de théorie critique*, 13/14, 2010, p. 96 -113.

Programme du séminaire

Judi 8 septembre -13h30-18h30

13h30-16h00

Daniel Veron (Université de Nantes), Lutter pour obtenir ses papiers : ivresses, doutes et déboires de l'action collective des migrants illégalisés

Marta Lotto (Université Paris 8), Les squats : des ressources informelles d'accueil et de politisation pour les migrants

Adrien Jouan (Université de Montréal & Université de Bordeaux 2), Sans-papiers, sans école: l'expérience du problème de la scolarisation des enfants sans-papiers au Québec

16h30-18h30

Emmanuelle Bouily (Université Paris 1), La cause des migrants au Sénégal. La difficile construction du mouvement des expulsés d'Espagne (2006-2012).

Sadio Soukouna (Université Paris 1 & MigrInter), Les effets de (dé)mobilisation de l'alliance entre militants maliens de la « Grève des loyers » et les pouvoirs locaux français

20h – Diner

Vendredi 9 septembre

9h : Accueil café

9h30-13h00

Damien Simonneau (Université Paris 13), De la contestation à la consolidation des politiques de sécurité frontalière. Le cas des ONG de défense des droits des migrants.

Amélie Blom (Sciences Po) & Nicolas Jaoul (EHESS), "La Chapelle en lutte" (Première Partie). Des Corps Inséparables ? Ethnographie Politique de la Dépendance entre Soutiens et Migrant-e-s. (deuxième partie). Soutiens illégitimes, migrants ultra-légitimes? Contraintes de lieu et conflits de représentativité à "la Maison des Réfugiés"

Timothée Nay , En Soutien aux Luites de Migrants ? Le cas du camp No Border à la Frontière franco-italienne durant l'Été 2015

13h-14h : Déjeuner

14h-15h : Clôture du séminaire – Pr. Marie Claire Caloz-Tschopp, Collège International de Philosophie

15h-16h : Discussion finale autour du projet de publication